



# LA TOILE

LETTRE D'INFORMATION MONARCHISTE

## LA JEANNE A 100 ANS

Les "Jeanne" d'avant-guerre et les Camelots du Roi,  
Les "Jeanne" interdites de 90 et 91, Le SOC, entretien  
avec Guytos, Les mouvements et la Jeanne aujourd'hui



**La "Jeanne" a 100 ans, l'occasion pour *la Toile* de revenir sur les grandes années de cette commémoration annuelle symbole du Royalisme français. 1ère partie avec les récits d'avant guerre. (source: *Les Camelots du Roi*, de Maurice Pujo et *L'Histoire des Camelots du Roi* de Guy Steinbach)**

**Le 16 mai 1909, la première "Jeanne" (Maurice Pujo)** Cette fête n'est encore que religieuse et la république maçonnique qui la voit d'un mauvais œil veut du moins la confiner dans les églises. Cependant un caractère populaire lui a été donné spontanément par les Parisiens qui ont pavoisé leurs fenêtres; ces Parisiens catholiques et patriotes vont individuellement porter des fleurs aux statues de l'héroïne nationale et, dans l'après-midi, ils affluent autour de Notre-Dame où sera prononcé le panégyrique de la Bienheureuse.

Or, le même jour, a lieu, dans un vaste rassurant de l'avenue de Saint-Mandé, le banquet annuel de la Saint-Philippe, fête patronymique de Monseigneur le duc d'Orléans, auquel plus d'un millier de royalistes prennent part. Dans l'après-midi, après les discours, l'assistance s'écoule, la plupart des convives se rendant à la cérémonie de Notre-Dame. Les Camelots du Roi présents, au nombre de deux cent cinquante, sortent les derniers, formés en colonne par quatre, ayant à leur tête leur vénéré doyen le baron Tristan Lambert et les membres de leur Comité, précédés de la bannière de Jeanne d'Arc que tient Lucien Lacour et de quatre drapeaux tricolores. Ils marchent, suivant la consigne qui leur a été donnée, dans un silence complet et un ordre parfait.

Tout à coup, sans provocation, sans avertissement, sur le signe d'un monsieur dont le paletot s'est ouvert, une soixantaine d'agents en uniforme et en bourgeois se précipitent sur les drapeaux. Tout le monde se porte à leur défense. Cette fois, les Camelots du Roi résistent réellement à la police et celle-ci pourra faire à cet égard des rapports qui, pour la première fois, ne seront pas mensongers : il s'agit du drapeau. C'est une véritable bataille qui s'engage, où les

Camelots montrent autant de fermeté que les agents déploient d'ardeur brutale. Un de ces derniers a arraché un drapeau ; il jette l'étoffe tricolore au ruisseau et brise la hampe sur son genou.

Une jeune fille qui suivait la colonne se précipite pour le lui reprendre. On veut l'arrêter : les Camelots la dégagent au milieu d'une violente bagarre, mais un certain nombre peuvent être appréhendés et, parmi eux Lucien Martin et Léon Géraud qui étaient en tête de la colonne. A son tour, la bannière de Jeanne d'Arc est prise un moment par les agents qui ont reçu un renfort de municipaux, mais elle leur est reprise aussitôt. La lutte est de plus en plus ardente. On voit le jeune Georges Morizot, les vêtements déchirés, la tête en sang, frappé de coups de poing et de coups de pied, se jeter à trois reprises nouvelles dans la mêlée.

Le jeune Dubray, blessé à la tête, s'évanouit ; il est relevé par les soins de la marquise de Mac-Mahon qui le reconduit chez lui. L'aéronaute Paul Tissandier, acculé contre la grille du métro, résiste victorieusement à une dizaine d'agents. Finalement les agents se retirent, renonçant à disperser les Camelots. Ils laissent le terrain jonché de képis et de chapeaux.

Les Camelots du Roi se reforment en cortège et, conduits par le baron Tristan Lambert, Marius Plateau et Lucien Lacour, ils reprennent leur marche vers Notre-Dame, adorant toujours la bannière de Jeanne d'Arc et leurs drapeaux déchirés. Mais cette promenade du drapeau national, cet hommage public à Jeanne d'Arc que nos efforts réussiront plus tard à imposer sont, alors, pour le régime maçonnique, choses intolérables : il faut les empêcher à tout prix.

Au moment où la colonne arrive sur le parvis, applaudie par une nombreuse assistance, elle est de nouveau violemment chargée par la police. La lutte sauvage autour des drapeaux recommence. Blessés, piétinés, arrêtés, les Camelots du Roi se les passent de main en main ainsi que la bannière de leur patronne, également en pièces.

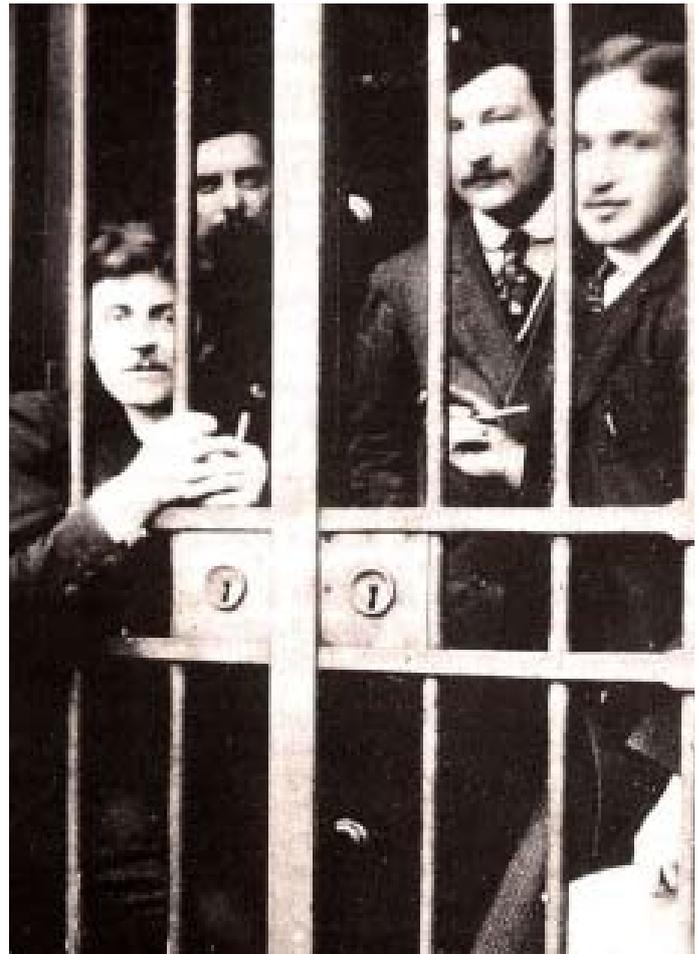
Des femmes qui veulent prendre part à cette défense sont frappées et brutalisées. Au terme de la lutte, drapeaux et bannière seront restés aux mains de nos amis, mais il y a vingt- quatre nouvelles arrestations, ce qui, avec dix-sept autres, opérées lors de la première bagarre, portera à quarante et un le nombre de prisonniers de la journée.

Neuf d'entre eux seront « maintenus » : Lucien Martin et Léon Géraud, « l'aumônier des Camelots », tous deux membre du Comité ; Morizot, Guillerot, Gourbeyres, Guyon, Boulais, Boissière, Courtin. Ils comparaitront en correctionnelle devant un président relativement modéré, M. Gibon, qui les condamnera à des peines variant entre deux mois et six jours de prison. Lorsque, le soir même, le nouveau contingent fera son entrée au quartier politique de la Santé où nous sommes déjà nombreux, on peut penser de quel cœur nous l'acclamerons.

### **1919, la première "Jeanne" après la Victoire, et la terrible saignée, de 14-18 (Guy Steinbach)**

Les années de guerre virent les Camelots mobilisés ou engagés volontaires quand leur jeune âge les écartait de la mobilisation immédiate. Au front, ils firent preuve du même courage et de la même volonté de vaincre que dans les combats de la rue. Le très lourd tribut payé par leurs vies en témoigne: 80% des Camelots du Roi tombent au champ d'honneur. Sur 15 secrétaires-généraux des étudiants d'avant-guerre, 13 trouvent la mort. Les campagnes nécessaires à l'arrière furent pendant plus de quatre ans menées par le journal et son équipe dirigeante. Après la victoire, les rangs des Camelots, comme ceux de la Ligue, étaient clairsemés. Il fallait refaire une organisation, recruter et reformer.

Cela fut fait et la première grande manifestation d'après- guerre fut la fête de Jeanne d'Arc, le 19 mai 1919. Une colonne de trois kilomètres rassemblait vingt-cinq associations et la Préfecture de Police avait mis en place un important service d'ordre. En tête : les Alsaciens-Lorrains en costume, Maurice Barrès, puis les combattants, les mutilés, les pères et mères des morts de la guerre, la jeunesse : les écoles, facultés, cours préparatoires aux grandes écoles et, enfin,



l'Action française : à sa tête deux cents combattants en uniforme autour du drapeau porté par Gaston Baetz, membre du comité et secrétaire des Camelots du Roi. Daudet et Maurras furent l'objet d'ovations spontanées. Ils étaient suivis par les sections déjà reconstituées et les Dames d'Action française derrière leur présidente, la marquise de Mac Mahon.

Le Paris nationaliste s'était retrouvé. Les Camelots n'étant cependant pas encore reformés en tant que tels, il fallut attendre 1920, où démarra le regroupement des anciens revenus du front et le recrutement des plus jeunes. Deux groupements distincts, qui ne se confondaient pas, furent mis en place :

- Les Camelots, chargés d'assurer la vente de l'Action Française et les services d'ordre dans les manifestations et dans les réunions. Ils étaient répartis en équipes et en groupes.

- Les Commissaires d'A.F., dont le rôle était d'être à la disposition de l'Action française en toutes circonstances et pour toutes les éventualités.

**1921, la république reconnaît la "Jeanne" (Guy Steinbach)** La république française reconnaît officiellement la Fête de Jeanne d'Arc. Cette fête devient "Fête nationale" au même titre que le 14 juillet...

Le 8 mai 1921 est une date précieuse, marquée aux annales nationales : C'est la première fois, un demi-millénaire après avoir dû son Salut à Jeanne d'Arc, que la France la fêtait légalement et solennellement. (...) Ce 8 mai 1921, à 10 heures du matin, après un cortège officiel très réduit, le défilé organisé par l'Action Française regroupait toutes les associations d'étudiants, les collèges, les grandes écoles, les facs, les lycées, les écoles techniques et professionnelles, les groupements d'anciens combattants, de mutilés, les associations patriotiques, les unions catholiques professionnelles, les unions paroissiales, les patronages et les comités royalistes de la Seine.

Le long cortège recevait la bénédiction du clergé sur la place Saint-Augustin et s'ébranlait vers la statue de Jeanne, sa marche étant scandée par les musiques et les cliques.

L'Action française était conduite par son comité directeur, suivi par les vingt sections de Paris et les 32 de banlieue, sous les acclamations d'une foule immense. A cette époque, le comité directeur des Camelots comprenait Maxime Real del Sarte, président ; Lucien Lacour, vice-président ; Marius Plateau secrétaire général ; André Guignard, secrétaire adjoint.

**1925 et 1926, deux tentatives d'interdiction (Guy Steinbach)** En 1925, encore, la fête de Jeanne d'Arc est exemplaire le Cartel des gauches prétendait interdire le cortège traditionnel des patriotes : le 29 avril on apprenait l'interdiction. Le soir même, Maurice Pujo profitant de la grande réunion d'AF à Luna Park, lit au milieu de 20,000 personnes une déclaration annonçant que le 10 mai, à 10 heures du matin, les patriotes formeraient malgré tout le cortège traditionnel. Les jours suivants, Abraham Shrameck maintient l'interdiction. Le 10 mai, Paris est en Etat de siège avec un formidable déploiement de police. La place Saint-Augustin, point de départ du cortège traditionnel est complètement entourée.

A 10 heures, Mgr Jouin, curé de Saint-Augustin, mitre en tête, entoure de tout son clergé, bénit solennellement la statue de Jeanne. Une formidable ovation de la foule qui réussit à passer les barrages, salue l'arrivée de Daudet, de Pujo. Une colonne de 1,200 étudiants et Camelots réussit à passer, au pas cadencé, dans un ordre impeccable ; c'est en vain encore ensuite que les gardes républicains à cheval s'insèrent entre les groupes. Le barrage du boulevard Malesherbes est enfoncé et, à 10 h 40, la colonne dépose ses couronnes place des Pyramides.

Le défilé, immense se poursuit jusqu'à 15 heures : les chefs de la police ont abandonné ! Ce résultat est l'œuvre discrète, silencieuse mais efficace, de huit équipes de commissaires d'AF conduites par leur comité directeur : Pierre Lecœur, Maxime Real del Sarte, Lucien labour, François de la Motte, André Guignard, Philippe Rouland, et Henri Martin. (...)





L'année 1926, c'est encore Jeanne d'Arc, la fête de la Sainte qui jalonne l'histoire des Camelots du Roi depuis leur origine, et c'est encore Paris en état de siège, des milliers de policiers mobilisés avec ordre d'assommer quiconque tenterait d'enfreindre les défenses de M. Jean Durand, ministre de l'intérieur successeur de Shrameck.

Pour l'honneur de la France, des milliers de Parisiens patriotes ont répondu à l'appel de l'AF. Des bagarres s'engagent, Maurice Pujo tombe, on le relève, la statue de Jeanne est prise d'assaut par la foule qui réussit à déposer ses couronnes. Rue de Rivoli, avenue Paul Déroulède, à la Madeleine, les barrages sont forcés. C'est la victoire, la police cède, Maxime Real del Sarte commande le défilé qui dure jusqu'à l'après-midi où Daudet et Maurras sont littéralement portés en triomphe.

De nombreux patriotes ont été blessés et 221 arrêtés. Cent cinquante Camelots sont atteints, dont une douzaine grièvement... il est vrai que 118 agents sont blessés, eux aussi.

Si le courage, l'ardeur, la volonté sont des conditions indispensables d'une telle victoire, elles seraient restées insuffisantes sans les longs travaux d'organisation que se sont imposés les chefs des commissaires et des Camelots.

Ce n'est pas en improvisant que l'Action française a eu raison des forces officielles mobilisées. Pour donner

des ordres de la dernière heure, pour conserver le secret absolu d'un plan, il faut avoir des moyens ingénieux et complets, des amis particulièrement disciplinés et exercés. Encore une fois, cela ne s'improvise pas.

**1937, après la dissolution des Ligues (Guy Steinbach)** Le Président Lebrun a signé en 1936, sur proposition du Conseil des ministres, le décret de dissolution "des associations et groupement de fait, dénommés ci-après : la Ligue d'Action Française, la Fédération Nationale des Camelots du Roi et la Fédération Nationale des Etudiants d'Action française"

Aux yeux de la loi, il n'y a donc plus en cette année 1937 de Camelots du Roi. Mais la fête de Jeanne d'Arc le 9 mai fut un triomphe sans précédent. Les manœuvres de la police furent déjouées, encore une fois, Sur deux colonnes le cortège défila de 10 h 30 à 14 heures... Alors que les années précédentes le défilé se déroulait dans un pieux silence, ce 9 mai la Marseillaise éclatait, le cri du public s'enflait pour répéter inlassablement "libérez Maurras" [condamné à 11 mois de prison fermes le 29 octobre 1936] (...) et par rafales, la Royale et la Marseille reprenaient.

Un de nos amis me faisait remarquer : "Si un défilé du Front popu avait rassemblé une pareille foule, l'Humanité l'aurait évalué à 2 millions de personnes !"

(photos: [www.camelotsduroi.canalblog.com](http://www.camelotsduroi.canalblog.com))



**Les années 90, des années qui auront marqué l'apogée d'une génération militante... Et de fait l'interdiction républicaine du défilé traditionnel de Jeanne d'Arc en 1990 puis en 1991 allait enclenché une vive réplique des militants de l'Action Française... Sylvain, un des dirigeants d'alors, raconte.**

En 1990, le cortège en hommage à Jeanne d'Arc fut interdit pour "risques de troubles à l'ordre public" (la profanation du cimetière de Carpentras, dans laquelle nous n'étions évidemment pour rien, avait servi de prétexte). Nous avons alors été pris de court. Les cadres étudiants et lycéens, les responsables du Service d'ordre, quelques adultes (je me souviens très bien de la présence de Michel Michel) avaient tenu une réunion d'urgence pour savoir quoi faire, et comment.

Il faut se souvenir de l'hystérie collective, compréhensible en un sens, qui s'était emparée de la France après l'épisode de Carpentras. Il y avait une volonté évidente de nous amalgamer aux auteurs de cette profanation. D'où notre difficulté à trouver une riposte appropriée... Des actions trop violentes nous auraient valu un déchaînement de haine dans les media, avec des comparaisons douteuses et des rapprochements indignes ; des actes trop symboliques risquaient de passer complètement inaperçus ou au contraire de nous valoir aussi les foudres de la presse... Evidemment il n'était pas question de ne rien faire. Au cours de cette réunion, nous sommes assez vite tombés d'accord sur la mise en place d'une opération symbolique. Mais où? Comment? Je le répète dans l'ambiance tendue du moment, il ne s'agissait pas de se tromper d'objectif, d'apparaître comme des agresseurs en puissance, des nervis violents... Je crois que c'est moi qui ai eu l'idée de l'occupation de Notre-Dame. Occupation n'était d'ailleurs pas le terme approprié

puisque, les circonstances du moment exigeant de notre part prudence et sens de la communication, nous avons décidé de demander "asile" à l'Eglise, comme il se doit pour toutes les victimes d'injustes persécutions. En plus, nous imaginions difficilement l'Eglise demander officiellement l'intervention des forces de l'ordre au sein de la cathédrale... Bref une opération parfaitement dosée, en adéquation avec les circonstances du moment.

Le jour dit, une centaine de nos militants ont donc investi Notre Dame de Paris, avec drapeaux et banderoles, tandis que dans un communiqué de presse assez largement repris nous demandions solennellement "asile" au Cardinal-Archevêque de Paris, Mgr Lustiger... lequel, invité le soir même par Anne Sinclair à la télévision, devait se montrer très, très embarrassé sur le sujet, se contentant de répondre que l'Eglise se devait d'accueillir et de protéger tous ceux qui lui en faisaient la demande.

Ainsi, sans violence, sans étalage de force, nous avons atteint le principal objectif que nous nous étions fixé : apparaître comme les victimes d'une décision injuste et stupide. C'est à partir de ce moment, à la suite de cette opération très "relation publique" que la "grande presse" a commencé à nous manifester un intérêt parfois bienveillant et à nous prendre au sérieux (je me souviens d'un long entretien que j'avais eu avec Olivier Biffaud dans son bureau du *Monde* peu de temps après Notre-Dame).

C'est donc en toute confiance que nous préparions le cortège de 1991... Nulle profanation, nulle provocation à l'horizon, et nous avons prouvé, démontré l'année précédente toute notre bonne volonté à faire que cet hommage à Jeanne d'Arc ne soit justement pas un acte tourné contre "l'ordre public"... Notre surprise fut donc de taille lorsque le lundi précédant la fête de Jeanne d'Arc, "on" nous informa, officieusement d'abord puis très officiellement, que le gouvernement venait de prendre un nouveau décret d'interdiction pour le même motif de "risques de troubles à l'ordre public".

Mais les circonstances avaient changé. L'opinion publique et les media n'étaient plus dans l'état de tension de l'année précédente. notre mouvement avait connu de spectaculaires succès durant les mois et semaines passés avec notamment le second "Carrefour Royal" en mars, qui avait enregistré plus de 2,000 entrées payantes, et la campagne anti-Boudarel qui s'était étirée sur les mois de février, mars et avril, avec en point d'orgue la grande manifestation du 27 mars 1991, qui avait vu l'Action Française organiser et mener sa marche sur Jussieu, traversant le Quartier Latin de part en part, marche forte de 2,500 personnes "selon la police" (4,000 d'après nos propres comptages). Sans parler, évidemment, du développement du mouvement en province...

Il n'était évidemment plus question de s'incliner ou de jouer, cette fois, la carte du geste symbolique. Nous avions conscience qu'une absence de réaction de notre part entraînerait un inévitable reflux militant et que, surtout, 1991 marquerait la fin définitive de "notre" hommage à Jeanne d'Arc. Après avoir tenté une ultime et urgente démarche devant le juge des référés qui se déclara, nous nous en doutions, incompétent,

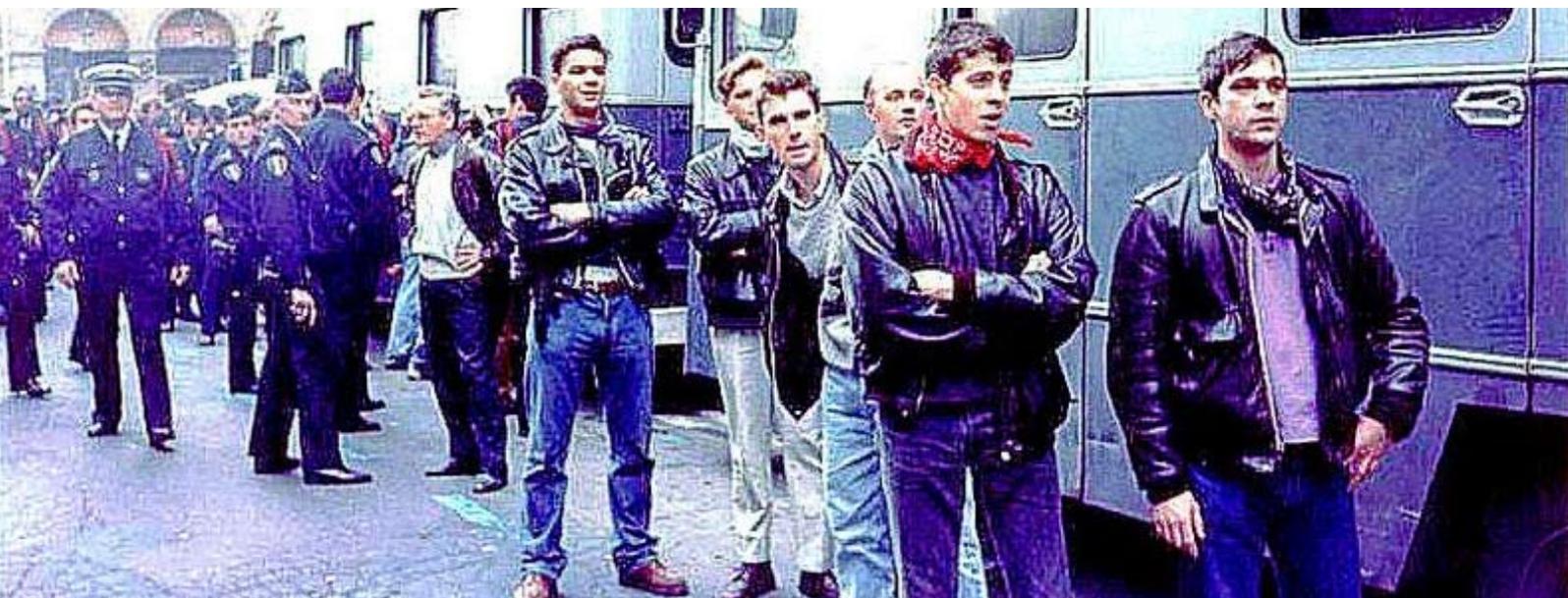
la décision fut prise de passer outre l'interdiction. Il s'agit d'abord, dans la plus grande discrétion de donner instruction aux sections parisiennes et de province de maintenir la mobilisation auprès des militants "sûrs". Puis il s'agit d'écrire le scénario de la journée à venir... Nous savons depuis l'année précédente que les stations de métro seront fermées dans un périmètre large, que d'importantes forces de l'ordre seront déployées aux abords de la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides.

Quant à nos impératifs, ils étaient les suivants :

- faire en sorte que notre état-major échappe aux arrestations préventives ;
- harceler les forces de l'ordre sur l'ensemble du parcours interdit (de St Augustin aux Pyramides) ;
- introduire, en plein cœur du dispositif policier, les meilleurs éléments de notre Service d'Ordre Central-SOC (qui constitue le noyau opérationnel du Service d'Ordre) afin qu'il puisse donner l'assaut à la statue en bénéficiant d'un total effet de surprise.

J'avais été désigné pour aller recevoir en main propre, dans un commissariat du XIIIème, la notification officielle nous interdisant de défiler, celle-ci devant en effet être notifiée "nominale". J'avais rendez-vous vendredi à 14H, et notre communiqué officiel annonçant que nous ne nous soumettrions pas à l'interdiction devait être diffusé à 15H. Mais les policiers étaient en retard, et je poireautais dans l'inquiétude que le communiqué parte pendant que j'étais encore au commissariat, auquel cas j'aurais eu de bonnes chances de passer mon week end, et plus si affinité, en garde à vue...

*La Place des Pyramides, les forces de l'ordre tentent de contrôler les militants royalistes*





*Le SO défile Place des Pyramides, son rôle allait être crucial lors de la Jeanne de 1991*

Mais finalement tout se passa bien. Le communiqué avait été envoyé avec 15mn de retard sur nos prévisions, c'est ce qui me sauva la mise.

Pendant ce temps, les autres responsables n'avaient pas chômé. Nicolas Portier, Secrétaire général des étudiants avait monté un dispositif extrêmement efficace pour assurer la mobilisation de ses troupes. Chaque groupe qui débarquait de province serait pris en charge le jour même par un étudiant parisien, à une heure donnée, en un endroit précis. Cet étudiant avait lui-même rendez-vous, avec son groupe, dans un autre endroit, à une autre heure, avec un autre étudiant, et ainsi de suite... Ce ballet, destiné à éviter toute fuite et toute filature commença dès 8h du matin. Le dernier contact, au bout de la chaîne, disposait des ultimes instructions, des numéros de téléphone (il faut se souvenir que nous n'avions pas de mobile, à l'époque), des consignes. Ainsi pendant près de 3 heures, des dizaines de petits groupes sillonnèrent la capitale, se renforçant de rendez-vous en rendez-vous, découvrant leurs instructions au fur et à mesure...

Craignant d'être sur écoute, nous avons réussi à disposer d'une ligne téléphonique "neutre"... Une plus grande liberté a été laissée aux lycéens de l'AFL qui doivent agir en unités "volantes".

Jean-Marie, adjoint de Guytos au sein du Service d'Ordre, était un organisateur remarquable ; il nous le prouva une nouvelle fois. La mission du SOC n'était en effet pas simple. Il s'agissait ni plus ni moins que d'infiltrer entre 80 et 100 militants en plein cœur du dispositif policier. Partant du principe qu'il n'y rien de telle qu'une foule pour cacher une foule, Guytos et lui avaient donc décidé de convoquer leurs troupes à 10h, arrivées individuelles et camouflées dans les longues files d'attente qui patientent devant le Louvre...

Tous les cadres ont passé la nuit de samedi à dimanche hors de chez eux, pour éviter les arrestations matinales. Nous avons rendez-vous dans les locaux à 5h30 ce matin là.

Aurélien, notre attachée de presse, avait mobilisé une petite équipe chargée des relations presse. Marie, qui était en charge de toutes nos questions d'intendance était là aussi, tout comme Nicolas Portier, pour un dernier briefing. Un groupe d'une douzaine d'étudiants avait été mobilisé pour assurer la protection des locaux, au cas où... Guytos et Jean-Marie installèrent un scanner qui nous permettait de nous brancher sur les ondes police. La police justement, faisait la tournée de son dispositif par radio. Il régnait un silence attentif dans le bureau qui nous servait de PC. A l'appel de chaque unité, je notais son nom et son emplacement sur un grand plan de Paris. Pas de doute, tout le périmètre était bloqué par un dispositif de 1.600 CRS et gardes mobiles. Un peu avant 10 heures, Guytos et Jean-Marie nous quittèrent pour aller rejoindre les militants du SOC.

Peu de temps auparavant, nous avions capté sur les ondes police les signes des premiers accrochages. Il se confirmera plus tard qu'il s'agissait de groupe de l'AFL impatientes d'en découdre. C'était plus tôt que nous l'avions prévu. Pendant près de deux heures, les forces de l'ordre seront ainsi harcelées à coup de jets de boulons, de pierres, de billes d'acier et de bouteilles par des groupes étudiants et lycéens, parfois fort loin du périmètre concerné (nous capterons par exemple l'appel d'un fourgon de police signalant qu'il a été l'objet de jets de projectiles dans le secteur de l'Opéra).

Mais autour de la statue, tout semblait calme. La police dispersera sans mal des groupes d'adhérents et de sympathisants venus spontanément braver l'interdiction. La charge du SOC était prévue à 11H.

A 11H05, nous captions un appel affolé des forces de l'ordre stationnées rue de Rivoli, secteur des Pyramides. Les 90 membres du SOC se sont extraits des files d'attentes du Louvres, débouchant par les Guichet, place du Palais Royal, ils ont pulvérisé un premier barrage de gardes mobiles, puis enfoncé un second, un troisième enfin, avant que la charge ne viennent mourir à quelques mètres de la statue... Près de 30 militants seront interpellés. Une vingtaine d'autres, poursuivis par une contre charge des forces de l'ordre, se replièrent en désordre vers les locaux du 10 rue Croix-des-Petits-Champs tout en continuant à se battre. Les bagarres continueront jusque dans l'immeuble, jusque dans la cage d'escalier. L'intervention de la douzaine de militants affectés à la garde des locaux ne sera pas de trop pour repousser l'assaut. Devant l'immeuble 200 ou 300 gardes mobiles en tenue anti émeute semblaient maintenant nous assiéger.

Mais un des responsables du SOC, qui avait échappé à l'arrestation et ne s'était pas replié dans les locaux, fit une nouvelle incursion, à moto et matraque à la main, place des Pyramides. Un commissaire fut sérieusement blessé à la tête, et la pression des sympathisants et militants autour de la statue commençait à se faire plus forte, de nouvelles bagarres éclataient, à l'intérieur maintenant du périmètre de sécurité initialement délimité par les forces de l'ordre. Jacques S, ancien combattant d'Algérie, blessé de guerre, décoré, sera ainsi frappé à terre par la police. Une première gerbe parvint cependant à être déposée au pied de la statue... Le siège des locaux fut levé, les gardes mobiles réintégrèrent précipitamment leur dispositif initial. Deux minces fils nous reliaient encore au "terrain", les deux talkies que portaient Guytos et Etienne Lombard.

Il n'était pas loin de 13H, près de 50 militants avaient été arrêtés durant la matinée... Nos groupes étaient dispersés un peu partout. Les téléphones ne cessaient

de sonner. Journalistes, parents, amis, sympathisants... tout le monde cherchait à avoir des nouvelles. Depuis quelques minutes, tous les quarts d'heures, France Info faisait son titre du jour sur les violents affrontements qui se déroulaient en plein cœur de Paris entre militants royalistes et forces de l'ordre... Nous nous concertâmes, Nicolas Portier et moi. Le message que nous devions faire passer aux pouvoirs publics était simple : "Les vrais risques de troubles à l'ordre public sont lorsque l'on nous interdit de manifester".

Il fallait donc continuer à mettre la pression. Nous prîmes la décision d'investir le Panthéon, temple républicain, et de l'occuper. Le message était le suivant: "La République nous interdit Jeanne d'Arc, nous lui confisquons le Panthéon". En comptant les militants réfugiés dans les locaux, ceux qui revenaient du terrain, des militants de passage qui n'étaient pas intégrés dans les dispositifs du matin, nous disposions immédiatement de plus d'une centaine de militants immédiatement opérationnels. Nous les dirigeâmes immédiatement sur le Panthéon. C'est Sébastien Lapaque qui était chargé de conduire l'opération. Dès 13H30, une centaine de militants franchissaient les portes du Panthéon.

La nouvelle provoqua un début de panique du côté des forces de l'ordre. Les stations de métro aux abords de l'Elysée furent fermées à leur tour... 500 gendarmes mobiles furent prélevés sur le dispositif initial et envoyé au Quartier Latin. Il leur faudra près de deux heures pour déloger nos camarades. 96 d'entre eux furent appréhendés.

Pendant ce temps, nous avons dirigé tous les effectifs que nous pouvions reconstituer en direction du Panthéon. Près de 250 à 300 militants sous la conduite d'Anne-Chantal, étudiante AFE à la Sorbonne, se répandaient ainsi dans les rues adjacentes au Panthéon en créant de nouveaux incidents.





De nouveaux renforts de police furent envoyés dans le quartier tandis que des fourgons de gardes mobiles stationnaient maintenant devant... Notre-Dame.

Il était désormais 18H. Le dispositif initial des forces de l'ordre était distendu entre St Augustin et le Panthéon, Notre-Dame et l'Elysée, l'Opéra et le Quartier Latin.

Un dernier cortège de 150 militants quitta les locaux en direction de la place des Pyramides. Le dispositif policier était tellement désorganisé que rien ne fut sérieusement tenté pour les empêcher de passer. Une nouvelle fois, la statue serait fleurie.

Une douzaine de militants seront inculpés de "port d'arme par destination", c'est-à-dire de la possession d'un objet qui n'est pas une "arme" mais que la police estimait pouvoir le devenir... Exemple : une ceinture avec une boucle volumineuse, un porte-clefs un peu lourds, une gourmette (!), etc.

Dans les jours qui suivirent, suite à ma rencontre avec Maître S du Barreau de Paris, ces douze inculpés furent défendus par les douze "Secrétaires de la Conférence" (la Conférence du stage est une association d'avocats, fondée en 1810, célèbre pour son concours d'éloquence, durant lequel des orateurs s'affrontent. Chaque année, 12 lauréats du Concours sont élus, à l'issue d'un concours jugeant de l'aptitude oratoire et de la capacité de conviction des candidats. On les désigne par l'appellation "Secrétaires de la Conférence"). Parmi ces douze inculpés d'alors, deux militants (dijonnais) sont depuis devenus avocats et

l'un sera même plus tard major de ces "Secrétaires de la Conférence".

Il faut aussi noter l'impact de cette journée sur le plan médiatique, grâce au boulot d'Aurélié et de son équipe. Les "20H" de TF1 et la deuxième chaîne de l'époque, A2, ouvrirent leurs journaux sur les images de la journée. Images reprises sur les chaînes télévisées étrangères avec, notamment en Espagne, des commentaires très hostiles au gouvernement français et à ses pratiques.

Les messages de sympathie affluèrent pendant toute la nuit et plusieurs jours durant. Parmi ceux-ci, dès dimanche soir, un message de Jean-Edern Hallier, indiquant qu'il se mettait à notre disposition pour protester contre l'injustice qui nous avait été faite...

Lundi matin à 8h, nous rencontrons, Nicolas Portier, Nicolas Kessler, Jean-Christophe B et moi-même, Jean-Edern Hallier dans un bistrot près de la rédaction de "l'Idiot International" à côté de la place des Vosges.

Le mercredi suivant, place des Pyramides, deux étudiantes d'AF, Perrine et Elisabeth, déposaient au pied de la statue les restes de la gerbe piétinées trois jours plus tôt par les forces de l'ordre tandis que Jean-Edern Hallier au milieu d'une forêt de drapeaux (réalisés en un temps record par Marie et son équipe technique) portés par 300 lycéens et étudiants d'AF, donnait lecture du poème de Bernanos à Jeanne d'Arc sous les feux des appareils photos...

**Le défilé fut autorisé en 1992.**



**“Guytos” a dirigé le Service d’Ordre de l’AF de 1987 à 1992. Il revient en quelques mots sur une des organisations les plus “discrètes” de l’AF de ces années-là.**

*Comment a été constitué le SOC et avec quel(s) objectif(s) ?*

La nécessité de disposer d’un outil professionnalisé de maintien de sécurité et d’action au sein de l’AF s’est très tôt fait sentir. Nous avons déjà lancé avec succès des opérations avec les moyens du bord comme l’attaque de l’émission télé de Michel Polac (Droit de réponse) en 1987, ou celle d’une réunion de J-F. Kahn dans le cadre des conférences de L’Événement du jeudi en 1988.

Mais, pour être franc, le « Service d’Ordre » était alors essentiellement une sorte de cellule logistique. On fournissait les éléments de bases, on repérait le terrain, on encadrait l’opération... Mais tout cela était encore très amateur.

C’est l’approche des cérémonies du bicentenaire de la Révolution, et l’occasion donnée par l’Affaire Scorsese, qui nous a fait franchir un cap et comprendre la nécessité de disposer d’un groupe d’encadrement permanent pour toutes ces opérations à la limite de la légalité (ou de l’illégalité...). C’est à peu près à la même période que nous avons pris conscience de la nécessité de doter cet « état-major » de « troupes » régulières.

L’Action Française Lycéenne venait en effet d’être créée à la rentrée 88. Cette structure avait connu un décollage spectaculaire et extrêmement rapide.

Mais nos militants lycéens étaient aussi du même coup devenus des cibles là où ils militaient. Or dès l’automne 88, deux des cadres lycéens furent très sérieusement blessés, à deux ou trois jours d’intervalle. Jean-Philippe D agressé à coups de rasoir dans la station de métro de son bahut, et Antoine-Marie de F attaqué à la sortie de son lycée, passé à tabac, et une bombe de gaz lacrymo vidée dans la bouche... D’autres militants échappèrent de peu à un sort similaire près du lycée Voltaire.

Sylvain, le responsable de l’AFL, a exigé des représailles spectaculaires et immédiates pour que les bolches se calment et relâchent la pression. C’est ce qui a été fait. C’est vraiment à partir de ce moment qu’on peut dire que fut créé le Service d’Ordre Central (SOC). J’aimerais en profiter pour saluer ceux qui ont fait parti de cette aventure, notamment Jean-Marie, mon adjoint.

*A quoi étaient astreints ses membres ?*

On était tous d’accord pour dire que le SOC ne devait pas être une sorte de milice privée. Les militants du SOC étaient donc astreints aux mêmes exigences que les autres militants (collages, tracts, ventes à la criée, cercles d’études hebdomadaires). Mais en plus il y avait une ou deux séances de sport de combat par semaine. En plus, on demandait aux militants du SOC une très grande disponibilité. En principe, ils étaient mobilisables en une demi-journée.



*Vous étiez nombreux ?*

C'est plus compliqué que cela... Le Service d'Ordre Central (SOC) était l'élite du Service d'Ordre. Il comptait environ 25 militants, plus une quinzaine de provinciaux, essentiellement Lyonnais, eux aussi mobilisables dans les 24H. Donc je dirais une grosse quarantaine. A cela venait s'ajouter les effectifs du Service d'Ordre en tant que tel, le SO. Là il s'agissait de militants volontaires, eux aussi astreints aux activités militantes habituelles, mais associés périodiquement à certains entraînements physiques.

En période de mobilisation normale on pouvait aligner sur Paris des effectifs SOC+SO de 120 mecs à peu près. Le double si on associait la province. On avait même une cellule médicale (Toubib, si tu me lis...). Et je ne parle pas du reste du mouvement et des effectifs. Le SOC était une partie du SO qui était un des outils de l'AF.

Mais cela ne veut pas dire que nous étions juste des « gros bras ». Pour les opérations, pour les meetings, les manifs, le SOC prenait part aux réunions de préparations au même titre que l'AFE, l'AFL, la cellule com, la cellule technique/logistique, etc. Je me répète mais les cadres du SOC étaient des cadres d'AF à part entière, les militants du SOC étaient des militants d'AF à part entière. Il n'y avait pas d'un côté les cogneurs et de l'autre les intellos... Les militants du SO étaient « tenus » de suivre les cycles des cercles d'études, les rédacteurs du Feu-Follet ou d'Insu étaient « tenus » de participer aux ventes, aux tractages, aux collages...

*Quel a été son rôle lors des deux Jeanne interdites de 90 et 91 ?*

Nicolas et Sylvain avaient voulu, surtout en 91, que le

SO soit le fer de lance de l'attaque contre le dispositif des flics. Notre rôle était de créer un abcès de fixation en plein milieu du dispositif pour obliger la police à dégarnir certains secteurs et pour foutre la pagaille dans l'organisation policière. On savait qu'on nous envoyait au carton. On ne nous l'avait pas caché, et nous ne l'avons pas caché aux mecs. Ils étaient tous volontaires. Et on savait aussi que, derrière, le mouvement prenait en charge les frais de justice et s'occupait de mobiliser des avocats au cas où... On se sacrifie plus facilement quand on sait que ça assure derrière...

*Un mot sur le déploiement du SO lors de la Jeanne 92 ?..*

Ce défilé venait après deux années d'interdiction. On voulait donner une impression de force, mais on craignait aussi des débordements et des provocations. Surtout que depuis plusieurs semaines, on était engagé dans la « bataille de la Sorbonne » et que les gauches l'avait mauvaise... On a donc mobilisé très largement et tout s'est passé avec beaucoup de discipline... et de décontraction. On était si nombreux, 200 mecs de SO et plus d'un millier de lycéens et d'étudiants, qu'on ne craignait pas grand chose...

Mais je crois qu'il faut bien être clair sur une chose. On ne « décide » pas de créer un SO du jour au lendemain. Notre SOC, notre SO à l'époque ont été créés parce que les circonstances le voulaient. Il nous fallait nous préparer à l'échéance du bicentenaire de 89, il fallait riposter aux lynchages dont étaient victimes nos militants. C'est parce qu'on en a eu besoin qu'on a créé le SOC ; on ne l'a pas créé en se demandant ensuite à quoi il pourrait bien nous servir... Je dis cela parce que parfois certains ont tendance à inverser les priorités...

# FAUT-IL ENCORE FÊTER JEANNE D'ARC ?



## BERNARD PASCAUD “REPENSER LA FÊTE DANS SES MODALITÉS”

Maurras nous a donné un conseil concernant Jeanne d'Arc : “Ne nous défendons pas d'avouer que nous nous retrouvons dans son magistère”

Tous les Français peuvent honorer en elle l'héroïne de la Patrie et le plus pur symbole de l'unité nationale. C'est le sens premier que le parlement français donna à la fête nationale qu'il institua en juillet 1920. Les catholiques, qui la fêtent aussi le 30 mai, célèbrent en elle la Sainte de la Patrie. Ils trouvent en elle le modèle d'une laïque que son mysticisme proprement extraordinaire, son intimité déconcertante avec ses “voix” et sa devise “Messire Dieu premier servi”, ne conduisirent pourtant pas à un engagement spécifiquement religieux, mais à s'occuper des affaires temporelles, c'est-à-dire nationales, militaires et politiques. Jeanne est l'exemple même de la laïque engagée dans la vie de la Cité, le “grand modèle de l'apôtre laïc” (Cardinal Ottaviani).

Les royalistes ajoutent à ces raisons leur adhésion à la leçon politique de Jeanne. Car, à moins de gommer son action, force est de constater que la jeune paysanne n'a eu de cesse que d'aller chercher le Dauphin pour le conduire à Reims. Elle est allée, qu'on le veuille ou non, droit à celui par lequel se font toutes les restaurations nationales : le Prince français. Et elle a rendu un roi à la France. Ensuite, tout put être redressé. Chef de guerre et plus encore acteur politique, telle fut Jeanne d'Arc. Elle est l'incarnation de la juste distinction des pouvoirs des laïcs et des clercs. Elle est la démonstration que l'action politique peut être féconde, pourvu que les hommes combattent et que l'espérance temporelle soit placée dans un projet d'Etat digne de ce nom. Elle est la preuve que “le désespoir en politique est une sottise absolue”. Comment les royalistes, quels qu'ils soient, ne se placeraient pas sous son magistère ? Ils honorent à la fois la Sainte, l'héroïne nationale et la politique. C'est pourquoi ils sont si à l'aise dans la fête nationale instituée grâce à eux et en son honneur. Mais certains

crient à la récupération. Les Républicains parce que leur laïcisme leur interdit d'honorer la Sainte et leur idéologie sa mission politique. Dans l'héroïne nationale ils ne veulent voir que la fille du peuple, la résistante, la patriote. De leur côté certains dévots ne veulent que de la sainte de vitrail : Jeanne à Domrémy et Jeanne sur le bûcher de Rouen, comme s'il n'y avait rien eu entre les deux. Cette double gêne est sans doute pour beaucoup dans l'affaiblissement progressif de l'hommage national. N'empêche que son sens profond n'a rien perdu de sa pertinence. Aujourd'hui comme hier, plus qu'hier même, il serait heureux que tous les Français puissent communier à un tel symbole d'unité nationale. Pour les royalistes elle est, et par conséquent reste l'incarnation historique de la vocation royale de la France.

Reste qu'il peut sembler utile de repenser la “fête” dans ses modalités. Dans l'après Grande Guerre on avait le goût des défilés, des parades, des cérémonies nationales. On ne l'a plus aujourd'hui. Le cortège traditionnel a été à ce point déserté qu'il ne donne plus l'image de l'unité nationale autour d'une figure historique emblématique. Sans doute convient-il de réfléchir à une nouvelle façon de concevoir l'hommage que le pays se doit de rendre à l'une de ses plus belles figures. Après tout Jeanne elle-même n'a-t-elle pas donné l'exemple de l'action féconde dans le renouvellement des méthodes ? En procédant de façon novatrice en matière militaire, elle ne remettait pas en cause la vaillance des combattants ni la détermination des chefs de guerre. Elle voulait donner à leur fidélité toutes les chances de la victoire. Si les fidèles de Jeanne veulent redonner à sa fête nationale tout l'éclat qu'elle mérite, ils se doivent d'être assez imaginatifs pour en concevoir une forme adaptée à notre époque. Puisse ce vœu susciter la réflexion nécessaire à sa réalisation.

*Bernard PASCAUD est président de la Restauration Nationale*

# FAUT-IL ENCORE FÊTER JEANNE D'ARC ?

## BRUNO CASTANIER "SIMPLEMENT LA FÊTE DE LA FRANCE"

Au cours d'une récente émission de Radio Courtoisie, à laquelle participait l'Alliance Royale, le sujet de Jeanne d'Arc était abordé de façon très historique au milieu d'autres sujets plus politiques, comme c'est souvent l'usage sur cette excellente radio. Tout à coup, l'orateur, au détour du discours, s'est tourné vers les représentants de l'Alliance et leur a asséné, non sans quelques arguments convaincants, que la royauté n'a pas toujours été tendre avec la Pucelle d'Orléans, à commencer, disait-il, par Charles VII lui-même, et qu'il avait fallu attendre le XX<sup>ème</sup> siècle pour que Jeanne d'Arc soit réellement fêtée comme héroïne nationale.

Et de fait, il faut bien constater que, paradoxalement, la Jeanne d'Arc à l'étendard fleurdelisé, qui restaura si magnifiquement l'autorité royale, se voit promue emblème du nationalisme républicain. Et il n'est pas moins vrai que la royauté a négligé cette extraordinaire héroïne : les sceptiques diront, non sans une pointe de vérité, que les héros font de l'ombre au roi, tandis que les esprits plus positifs affirmeront que le recours aux héros se faisait moins nécessaire, puisqu'il y avait justement un roi. N'épilignons pas.

Constatons simplement que, à l'inverse de la royauté, les idéologies du XIX<sup>ème</sup> et du XX<sup>ème</sup> siècle ont, quant à elles, bel et bien cherché des héros : Che Guevara, Lénine ou Robespierre, pour n'en citer que quelques-uns. Par conséquent, est-il osé de supposer

Cette fête est encore pour nous quelque chose... D'abord parce que familialement parlant, oncles, père et cousins y furent présents depuis 1936 dans les rangs des Camelots... Parce qu'au prix de 10000 jours de prisons (voir notre gerbe de fleurs cette année) nos anciens ont gagnés le droit d'y défiler pour honorer la Sainte. J'ai encore des souvenirs mémorables racontés par mon père autrefois... Voilà pour la tradition, avon-nous le droit d'oublier...

Aujourd'hui et demain... Jeanne représente un mystère dans notre histoire, croyant ou non, on ne peut l'étudier sans s'interroger ! Faudrait-il oublier son génie militaire ? Celui-ci fut longtemps étudié en Ecole de guerre, comme sa géniale utilisation de l'artillerie en rase campagne... Faudrait-il oublier son sens religieux dans ses réponses au procès ? Les théologiens étaient subjugués par ses réponses... Faudrait-il oublier sa féminité mise à l'épreuve en compagnie des soldats ? Imagine-t-on une femme commander des hommes rudes en cette fin du

que, dans les années vingt, la frange nationaliste de la République, imprégnée d'idéologie et en même temps profondément patriote, ait donné à Marianne les traits plus réels et plus héroïques de l'héroïne qu'elle s'est alors choisie ?

Malheureusement, la fête de Jeanne n'est encore aujourd'hui que celle de la droite nationale. La République, par le jeu des partis, pollue tout ce qu'elle touche et fait d'un symbole d'espérance et d'unité un signe de discorde et de lutte partisane, et c'est bien ce qui fait mal à nos cœurs royalistes.

Alors, faut-il brûler Jeanne pour avoir collaboré avec le nationalisme de l'entre deux guerres ? Faut-il brûler Jeanne de peur d'être diabolisé par le ventre social-libéral de la France d'aujourd'hui ? Ce serait, convenons-en ridicule. Nous avons plus que jamais besoin d'elle. Il n'est pas un royaliste qui ne rêve de galoper avec Jeanne sur la route de Reims. Il n'est pas un patriote français qui ne trouve dans l'héroïne nationale l'incarnation de sa patrie. Il n'est pas un catholique français qui ne reconnaisse dans la sainte de Domremy la patronne secondaire de la France. La fête de Jeanne d'Arc a-t-elle un sens ? Oui, sans doute, si nous en faisons, tout simplement, la fête de la France.

*Bruno CASTANIER est membre du Bureau national de l'Alliance Royale et des Etudes Politiques Françaises*

« moyen-âge ». Faudrait-il oublier son courage face aux anglais et aux tortures subies... ? Plusieurs fois elle aurait pu tout laisser mais comme les témoins de notre histoire religieuse, elle alla jusqu'au sacrifice... Faudrait-il oublier ses voix ? Il resterait quand même, encore beaucoup d'interrogations à l'interprétation de ses voix. Elle prévint qu'elle ne durerait pas longtemps, sachant qu'elle allait mourir ? Elle demanda une épée dont elle seule connaissait l'existence (Fierbois)... Faudrait-il oublier son sens politique ? Son génie politique toujours actuel dans la restauration de l'Etat...

La majorité des Français s'en moque certainement mais Jeanne reste une image d'union dans les jours malheureux. Aussi, même si seul je devais déposer mes fleurs, je le ferai car comme la détermination irlandaise du Sinn Fein, dont nous empruntons la traduction, nous avançons par "Nous Mêmes"

*Frederic WINKLER du Groupe d'Action Royaliste*

# FAUT-IL ENCORE FÊTER JEANNE D'ARC ?

## JEAN-MARIE WANTE "UNE ICÔNE TROP SOUVENT RÉCUPÉRÉE"

Au cours des siècles qui vont suivre, et principalement à partir du XIXe siècle, la figure historique de Jeanne d'Arc a été reprise par de nombreux auteurs pour symboliser tantôt des messages religieux, philosophique ou politique. L'image de Jeanne d'Arc a ainsi fait l'objet depuis la fin XIXe siècle de récupération par différents partis politiques tant de la gauche que de la droite, tant Royalistes que républicains et par différents courants de pensée philosophiques ou religieux pour des raisons parfois contradictoires. Très rapidement, les Royalistes de l'Action Française la considèrent comme "la Sainte de France". Elle est pour eux l'héroïne qui a fait consacrer le fils de Saint Louis par le sacrement gallican de Reims... Une patriote qui sert Dieu et le roi... L'association du combat et de la prière, du « politique » et du religieux. Elle-même disait : "Les hommes d'armes combattront, mais Dieu donnera la victoire".

Pour les républicains c'est l'enfant du peuple qui dépasse en magnanimité toutes les grandeurs établies... Enfin les socialistes ne peuvent oublier qu'elle disait : "J'ai été envoyée pour la consolation des pauvres et des malheureux." Ce qui est certain, c'est que Jeanne d'Arc est devenue, au fil des ans, un personnage quasi-officiel. Elle ainsi pu, par exemple, illustrer pour Michelet une « sainte laïque » ou encore, à partir de son procès en canonisation en 1897, représenter le symbole d'une chrétienne luttant pour sa foi et sa patrie. Dans le domaine politique, elle est reprise par de nombreux partis et figures politiques qui vont du parti socialiste - Jean Jaurès aimait à y faire allusion- jusqu'à l'extrême droite...

Si Jeanne d'Arc s'est imposée parmi les principales figures de l'histoire de France, c'est sans doute en partie grâce aux nombreux relais littéraires, politiques et religieux qui ont mis en avant le caractère exceptionnel du personnage depuis plus de quatre siècles : de guerrière au service du Roi de France, elle est devenue une véritable icône, symbolisant l'unité

nationale et l'amour de la patrie... Si tous les partis peuvent se réclamer de Jeanne d'Arc, elle les dépasse tous... Et nul ne devrait pouvoir la confisquer !

Cette icône serait-elle aujourd'hui passée de mode ? Non, bien entendu ! Certes, c'est aujourd'hui le Front National qui en a fait une figure militante et qui se l'est, hélas, mille fois hélas, appropriée... Voilà donc notre "pucelle nationale" transformée en ennemie de l'étranger ! Glissement simpliste et inacceptable ! Le président Sarkozy voulant désormais chasser du les terres du F.N. n'y échappe pas lui non plus : il aime, de temps à autre, faire référence à la Jeanne d'Arc qui incarne pour lui la jeunesse : née aux alentours de 1412, Jeanne d'Arc entame son périple "politique" à l'âge de seize ans... L'image favorite de Jeanne d'Arc employée par le président est celle de la Pucelle devant les juges lors de son procès d'inquisition : c'est alors la forte attitude de la jeune fille, voire à la fraternité avec les juges qui fascine le président !

Voilà donc que la droite dite classique veut à son tour récupérer Jeanne d'Arc. A Rouen, le 24 avril 2007, Nicolas Sarkozy n'a-t-il pas affirmé que si Jeanne d'Arc avait été confisquée par l'extrême droite, c'est que les valeurs dont elle serait porteuse (la France d'abord) auraient été oubliées ailleurs et que cette "honte" de la France devait être réparée. Ainsi Jeanne, sortie de l'extrême droite, serait en quelque sorte le pendant de Guy Môquet volé au parti communiste, de Jaurès ravi à la gauche...

Drôle de destin pour celle qui a donné sa vie pour son Roi et pour la France... mais il en est ainsi fait : les hommes du XXIème siècle ont besoin des figures de notre histoire pour asseoir leur propre pouvoir !

*Jean-Marie WANTE du Rassemblement Démocrate pour la Monarchie)*

*Faut-il encore fêter Jeanne d'Arc ?*

*Malgré plusieurs demandes, ni la Nouvelle Action Royaliste, ni le Centre Royaliste d'Action Française, ni l'Union des Cercles Légitimistes de France n'ont souhaité s'exprimer sur ce sujet.*





*Ci-dessus: Le prince Emmanuel Philibert a manqué de peu un siège à Strasbourg (crédit: Reuters)*

**France**, l' Alliance Royale qui présentait conjointement six listes sur les 8 circonscriptions regroupées sous le nom "Une France Royale au cœur de l'Europe" a obtenu un total de 0.03% des voix (avec une liste sur l'Outremer). Malgré le faible score obtenu et faute de moyens financiers pour imprimer ses bulletins ou bénéficier d'une plus large couverture médiatique, l'AR a su rassembler autour d'elles bon nombres de militants issus des autres mouvements royalistes, et ce alors que la Nouvelle Action Royaliste, l'Action Française, la Restauration Nationale avaient appelé à l'absention.

Et puisqu'il faut savoir positiver, certains résultats locaux sont encourageants, puisque l'AR a souvent atteint les 0,5% dans l'Est de la France, avec un surprenant 11% dans le village de Berverne en Haute Saône. Autre motif de satisfaction le site de l'AR a reçu près de 7,000 dans les 48 heures précédents le vote, le clip électoral royaliste ayant été visionné 20,000 fois en une semaine. Un succès en demi teinte donc relayé par les déclarations du prince Jean d'Orléans et son père le comte de Paris qui se clairement prononcés en faveur d'une réforme du Parlement Européen.

Les bonapartistes quant à eux ne présentaient pas de candidats mais avaient appelé à voter pour la liste "Debout la République" (DLR) du député souverainiste Nicolas Dupont-Aignan qui a obtenu 1.76% des voix, pas assez pour siéger à Strasbourg. La liste Debout La République qui s'affirme gaulliste et républicaine a reçu le soutien de France Bonapartiste et de l'Union du Peuple Français créée en 2007 et qui rassemble plusieurs mouvements souverainistes dont le Rassemblement pour l'indépendance et la souveraineté de la France (RIF) de Paul Marie Couteau, ancien député MPF et proche de l'Action Française.

**Italie**, le prince Emmanuel Philibert de Savoie candidat en deuxième position sur une liste de l'Union Démocratique Chrétienne (UDC) dans la circonscription du Nord Ouest italien n'a pas été élu à quelques voix près, il a obtenu 7%. Il était soutenu du bout des lèvres par le Mouvement Monarchiste Italien (MMI), celui-ci avait déjà soutenu un candidat de l'UDC dans la même circonscription en 2004. Quant à l'Union des Monarchiste Italiens (UMI) elle n'a pas donné de consigne de vote, l'UMI soutient en effet la branche rivale des Savoie Aoste. Plus au sud, le mouvement Néo Borbonici a appelé ses partisans à voter pour les mouvements autonomistes, ceux-ci auront fait entre 0,1 et 0,2% des voix. Pour rappel Les néo-borbonistes sont favorables à la partition du sud de l'Italie et la restauration du Royaume des Deux-Sicile.

**Bulgarie**, la liste du Roi Siméon II (Mouvement National pour la Stabilité et le Progrès ou NMSS) qui se présentait pour la première fois au scrutin européen a obtenu 9% des voix, soit 2 sièges, ses alliés du Mouvement de Défense des minorités (DPS, parti de la minorité turque) ont obtenu 11% et 2 sièges également. A noter que la campagne du MNPS avait été marqué par l'assassinat d'un de ses principaux financiers, Alexander Zanev (44 ans).

**République Tchèque**, le mouvement royaliste tchèque Koruna Ceska (Couronne Tchèque) a quant à lui obtenu 0,18% des suffrages, il avait obtenu 0,2% en 2004.



*Ci-dessus: Une affiche électorale du très nationaliste PNTCD (source: [www.pntcd.ro](http://www.pntcd.ro))*

**Roumanie**, le Parti National Paysan Démocrate Chrétien (PNTCD), principal parti politique roumain à se réclamer des principes monarchistes, n'a obtenu que 1,45% des voix, et donc aucun élu. Une partie du vote royaliste se serait reporté sur le Parti National Libéral qui a obtenu 3 élus, et dont on dit qu'il n'est pas opposé au rétablissement de la monarchie.

**Hongrie**, le prince Georges de Habsbourg-Lorraine, par ailleurs Ambassadeur de son pays, se présentait sous les couleurs du Forum Démocratique Hongrois, (MDF) une formation du centre droit, mais n'a pu être élu. Le FDM aura obtenu un seul siège avec près de 5% des voix. A noter que le père du prince, l'Archi-Duc Otto, prétendant au trône impérial, a longtemps siégé au parlement européen en tant qu'élu de la CSU bavaroise. Son frère, l'Archi-Duc Karl avait quant à lui siégé à Strasbourg de 1999 à 2004 après avoir été élu en Autriche

**Portugal**, le principal parti royaliste, le MPT (Parti de la terre), une formation à forte sensibilité écologiste s'était pour l'occasion associé au mouvement paneuropéen, libéral et souverainiste, Libertas. Le président du MPT Pedro Quartin Graça était ainsi la tête de liste de Libertas au Portugal. Il n'aura finalement obtenu que 0,7% des voix, et ne siègera donc pas au parlement européen. Le mouvement rival du Partido Popular Monarquico (PPM) a quant à lui obtenu 0,4% des voix.

**Pologne**, le parti monarchiste de l'Union Polityki Realnej a fait 1,1% des voix. Le pays n'a plus de Roi depuis 1918, et se caractérise par l'absence de prétendant affirmé. Parmi les princes les mieux placés on peut toutefois citer les Wettin de Saxe, les Bourbons ou encore les Romanov.

**Portugal, le 26 avril 2009 : canonisation de Dom Nuno Alvares Pereira** dit de Sainte Marie par le Pape Benoît XVI. Dom Nuno est le fondateur de la dynastie royale des Bragance. Outre la famille royale portugaise, le prince Bertrand représentait la famille impériale du Brésil à cette cérémonie.

**Afrique du Sud, le 5 mai 2009 : Mangosuthu Buthelezi, principal leader du mouvement royaliste Inkatha Freedom Front**, qui avait obtenu 5% des voix lors des dernières élections générales d'avril 2009, a démissionné de ses fonctions de Premier ministre de la Maison Royale du Zoulouland, un poste qu'il occupait depuis le début des années 70. La République Sud-Africaine a imposé récemment que le Premier Ministre soit élu par les chefs traditionnels, appelés 'amakhosi', il était auparavant et traditionnellement désigné au sein du clan Buthelezi. Le Premier ministre est donc désormais l'Amakhosi Bhekisisa Bhengu. Buthelezi a accusé l'African National Congress (ANC) d'avoir soudoyé les Amakhosis à l'occasion de ce scrutin. Un autre acte dans le long conflit politique qui opposent Buthelezi (toujours Député) au Roi des Zoulous.

**France, le 5 mai 2009, les sympathisants bonapartistes** ont pu cotoyer les plus hautes autorités civiles et militaires à l'occasion de la traditionnelle cérémonie en mémoire de l'empereur Napoléon 1er aux Invalides. Le prince Charles Napoléon et sa mère étaient présents à ce rassemblement annuel bonapartiste.

**France, le 10 mai 2009, les royalistes célébraient les 100 ans du Cortège traditionnel en hommage à Jeanne d'Arc.** Environ 250 militants et sympathisants avaient répondu à l'appel des mouvements organisateurs (Centre Royaliste d'Action Française, Restauration Nationale, et Groupe d'Action Royaliste).



*Ci-dessus: La Grande Duchesse accueillie en grande pompe en Ukraine (crédit: Russian Monarchist Blog)*

**Russie, le 8 mai 2009 : Visite au caractère presque officielle de la Grande Duchesse Maria Vladimirovna à Tiraspol** (Transnistrie) 3 jours après celle effectuée à Odessa (Ukraine). La Grande Duchesse, et prétendante au trône des Czars, a été reçue par le gouvernement local avec une garde d'honneur, le drapeau impérial flottant au vent et l'ancien hymne tsariste joué par l'orchestre national ukrainien. Le mois suivant, le porte parole de la famille impériale russe, Alexandre Zakatov, a par ailleurs annoncé que les princes de la dynastie entendaient rentrer définitivement en Russie et s'impliquer d'avantage dans la vie politique et civile du pays.

**Roumanie, le 26 mai 2009 : Visite de la princesse héritière Margarita et de son époux, le prince Radu, à la communauté roumaine de Turin**, en Italie dans un contexte xénophobe particulièrement lourd. Plusieurs ressortissants roumains ont en effet fait l'objet d'agressions dans la semaine précédent cette visite. Le prince Radu a par ailleurs annoncé en avril dernier sa candidature à la présidence de la république roumaine. Précisant que sa candidature "ne se propose pas de restaurer la monarchie", le Prince Radu a affirmé qu'il "n'était un candidat ni de droite, ni de gauche, ni même un candidat politique", mais qu'il souhaitait "contribuer à restaurer l'image d'une Roumanie respectée". Le Roi Michel, beau-père du prince, a apporté son soutien à cette candidature. "Notre famille par cette candidature entend rassembler et réhabiliter la Roumanie d'aujourd'hui" a déclaré l'ancien souverain dans un communiqué.

**Tahiti, le 28 mai 2009 : Le prince Joinville Pomaré s'est fait introniser sous le nom de Pomaré XI, Roi de Tahiti devant un parterre de chefs coutumiers.** Figure controversée de l'archipel, le désormais Roi Pomaré n'est pas reconnu comme tel par les autorités françaises et le gouvernement polynésien. A noter que la famille royale tahitienne est elle même divisée quant à l'attitude à adopter vis à vis du nouveau Roi déjà très contesté.

**Italie, le 7 juin 2009: en parallèle au scrutin européen, l'Italie votait aussi à l'échelon local.** Le vice Président de l'Alliance Monarchique, Massimo Malluci, a obtenu 13% des voix et a été élu conseiller municipal d'une ville proche de Gènes. Le jeune Secrétaire-général de l'Alleanza Monarchica a lui aussi été élu à Florence sur une liste de l'Union Démocrate Chrétienne. D'autres royalistes déclarés s'étaient portés candidats sur des listes des mouvements Forza Italia ou encore Flamme Tricolore, aucun d'entre eux n'a été élu. A noter l'alliance entre l'AN et le mouvement Toscana Granducale lors des élections partielles de Florence. Le mouvement Toscana Granducale soutient les Princes de Habsbourg-Toscane et se veut régionaliste.

**Ethiopie, le 25 juin 2009 :** en visite en Italie, le Patriarche Orthodoxe Ethiopien, Abune Paulas a annoncé que l'Arche d'Alliance serait publiquement montrée et conservée au musée qui doit être construit à Aksoum, près de la Cathédrale Sainte Marie de Zion. Cette annonce a été faite en présence du Prince Makonnen Sélassié et du Duc de Savoie- Aoste. L'Arche d'Alliance était jusqu'à récemment conservé dans un monastère et à l'abri des regards du public.



**Albanie, le 28 juin : Allié au parti démocrate, lui même grand vainqueur des élections législatives, le Parti de la Légalité (PPL) n'a pas réussi à faire son entrée au parlement albanais.** De son côté, le Mouvement Pour le Renouveau National (LZHK) quant à lui allié au Pôle des libertés n'a obtenu que 1,82% des voix. Le troisième parti royaliste albanais, le Parti du Mouvement Monarchiste Démocrate Albanais (PLMDSH) ne présentait quant à lui pas de liste pour ces élections.

**Bulgarie, le 05 juillet 2009 : suite à sa semi-défaite lors des élections européennes (9% et 2 sièges) le NMSS du Roi Siméon II a subi un sévère recul lors des dernières élections parlementaires.**

Avec seulement 4% des voix et aucun d'élu, le parti de centre droit doit quitter une coalition gouvernementale dont il était une des principales composantes depuis 2001. Le parti de l'ancien souverain avait alors emporté les élections avec 42% des voix, et 120 sièges (sur 240). Un réveil difficile pour le Roi Siméon qui a annoncé sa démission de la présidence du NMSS tout en se déclarant confiant quant à la capacité du parti à rebondir. Le Mouvement des Droits et Liberté d' Ahmed Dogan qui était jusqu'à présent des alliés fidèles du mouvement royaliste se sont desolidarisés de l'ancien Roi. Ce dernier a par ailleurs annoncé le lancement de son site officiel [www.kingsimeon.bg](http://www.kingsimeon.bg). Faut-il y voir un signe du retrait politique du Roi et de sa volonté de se placer désormais au dessus de la mêlée ? A suivre...

**Iran, les mois de juin et juillet 2009 ont été marqués par la contestation violente des résultats des élections présidentielles iraniennes.** Si de nombreux contestataires se réclament du candidat

*Ci-dessus : Le prince Reza s'adresse à ses partisans devant la Maison Blanche à Washington (crédit : [www.rezapahlavi.org](http://www.rezapahlavi.org))*

battu de l'opposition Mir Hossein Mousavi, la diaspora quant à elle soutient de plus en plus les positions du prince Reza II, prétendant au trône des Pahlavi. Le fils du dernier shah d'Iran renversé par la révolution islamique, Reza Pahlavi, a appelé dimanche la communauté internationale à soutenir un "scénario de désobéissance civile" en Iran, estimant que le changement dans son pays ne pourrait venir que de l'intérieur. "J'ai toujours cru à un scénario de désobéissance civile, mais ceci ne pourra pas se passer sans qu'il y ait l'aide et le soutien de la communauté internationale", a déclaré sur RTL. Le prince, qui vit en exil entre les Etats-Unis et la France depuis 1979 a ajouté "Il est temps que le monde soutienne mes compatriotes dans leur combat pour la liberté, les droits de l'Homme et la démocratie", a-t-il ajouté. Et le prince héritier de conclure "La seule solution pour le monde, avant que l'Iran ait sa bombe, est d'aider à ce qu'il y ait un changement de l'intérieur à travers les mains des Iraniens eux-mêmes, qui sont les alliés du monde libre", a conclu le prince héritier.

**Yemen, 23 juillet 2009, de violents accrochages ont opposé les forces de sécurité aux insurgés Zaïdites dans la province de Sadaa.** Cette rébellion qui a repris les armes depuis 2004 souhaite voir restaurer la monarchie mutawakkilite du Yemen. A noter que son combat se confond au Yemen avec celui des indépendantistes sudistes, le gouvernement préférant quant à lui accuser les réseaux terroristes islamistes.